

BULLETIN MENSUEL

PUBLIÉ PAR LA

Chambre de Commerce Française

DE MONTREAL

SOMMAIRE

Procès-verbal de la séance du 27 septembre 1917 — Le Canada et la reconstruction des pays envahis — Cinquante ans d'exportation canadienne — L'industrie canadienne du jouet — L'industrie du bois au Canada — Prohibition et tempérance — Revue financière — La richesse du Canada — Ça et là — Commerce extérieur — Statistiques agricoles dans Québec.

La Chambre n'est pas responsable collectivement des opinions émises dans les articles de ses collaborateurs.

Avis

A cause d'une grève survenue parmi certains ouvriers d'imprimerie, un retard a été apporté dans la distribution du dernier numéro du Bulletin Mensuel et nous sommes obligés à réunir en un seul numéro celui de novembre et celui de décembre.

Procès-verbal de la séance du 27 septembre 1917

La séance est ouverte à 3 heures et demie sous la présidence de M. J. R. Genin; étaient présents:

MM. L. E. Bernard, Paul Brisset des Nos, Dr A. Brisset des Nos, H. B. de Passillé, E. Saint-Loup, Paul Seurot, A. Tarut, E. Vautelet, R. Vennat.

Monsieur C. E. Bonin Consul Général de France assistait à la séance.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et approuvé.

CORRESPONDANCE.—Depuis cette séance 48 lettres ont été reçues et 72 lettres ont été expédiées.

Parmi les lettres reçues, il y a lieu de signaler:

Une carte de remerciements de M. et Mme Louis Bourgeois en réponse à la lettre de condoléances qui leur avait été adressée au sujet de la mort de leur fils.

Une lettre de Mme La Violette, remerciant la Chambre de l'envoi d'une couronne aux funérailles de son fils, le Major Lambert Dumont-La Violette.

Une lettre de Son Exc. M. Jusserand, Ambassadeur de France à Washington, remerciant la Chambre de l'envoi qu'elle lui a fait d'un exemplaire relié du Bulletin Spécial et exprimant à notre Compagnie son appréciation des travaux que nous poursuivons.

Une lettre de M. C. E. Bonin, Consul Général de France, accusant réception de l'exemplaire du Bulletin Spé-

cial, exprimant, avec ses remerciements le plaisir qu'il a de collaborer à nos travaux.

Une lettre du Maire de Montréal remerciant également la Chambre de l'envoi du Bulletin Spécial.

Une lettre de M. E. J. Leveson, de Vancouver, au sujet des démarches faites à Ottawa dans le but d'obtenir l'établissement d'un poste de douane canadienne à New-York pour faciliter l'importation des marchandises françaises et les faire bénéficier, pendant la guerre, du tarif intermédiaire, prévu par le traité franco-canadien, étant donné l'impossibilité d'expédier actuellement de France en droiture sur le Canada. Cette question avait déjà été soulevée par la Chambre canadienne de Commerce du District de Montréal et appuyée par notre Chambre. M. Leveson semble avoir étudié cette question très attentivement et a présenté à ce sujet plusieurs mémoires très documentés à Ottawa, comme membre d'un Comité spécial organisé par des importateurs et exportateurs de la Colombie Britannique. Le Gouvernement d'Ottawa se retranche derrière des technicalités donnant comme raison de son refus d'obvier aux demandes retirées qui lui ont été faites à ce sujet; le texte même du traité existant, et particulièrement la cause qu'on lui demande de suspendre, prétextant que rien ne peut être fait parce que cette question doit être étudiée et la clause visée amendée simultanément par le Parlement canadien et le Parlement français; comme autre argument le gouvernement d'Ottawa dit que les questions à traiter à la session actuelle sont tellement nombreuses que toute autre question que celles prévues pour cette session devront être remises à la prochaine session.

Etant donné que les exportateurs français sont surtout lésés par l'application de cette clause, du fait de la guerre, il est décidé, après discussion d'écrire au Ministre des Affaires étrangères par l'intermédiaire du Consulat Général, pour que le Gouvernement français soit saisi de cette question et puisse, s'il le juge à propos, étudier, de concert avec le Gouvernement canadien, les moyens à employer pour donner satisfaction, provisoirement, aux exportateurs français et aux importateurs canadiens.

Une lettre de M. Lamoureux, représentant d'une maison établie à Shanghai qui nous donne divers renseignements sur le fonctionnement d'entrepôts officiels à Shanghai.

Une lettre de M. Lamoureux, représentant d'une maison Chamblay, demandant à la Chambre de s'intéresser à l'entretien du cimetière où sont enterrés d'anciens soldats français. Il sera répondu à cette demande que nos charges actuelles sont telles, du fait même de la guerre, et les oeuvres de guerre si nombreuses, que nous serons obligés de remettre à une date ultérieure, à la fin des hostilités, toute demande du genre de celle qui nous est adressée, et qui n'a pas un caractère de nécessité immédiate.

Une lettre de la Ligue Maritime Française nous demandant de faire publier un modèle d'article dans la presse canadienne dans le but de propagande ayant en vue l'expansion de la marine française.

Une lettre de la Compagnie Industrielle du Tonkin demandant des renseignements sur la fabrication et la vente des boutons de nacre.

Une lettre du journal "Le Soir" demandant des renseignements sur les débouchés du commerce français au Canada; il est décidé d'envoyer le "Bulletin" à ce journal.

Une lettre du président de l'Union des Chambres de Commerce Françaises établies à l'étranger, nous communiquant une lettre du Directeur des Services Techniques au Ministère du Commerce, remerciant l'Union des Chambres pour les renseignements venant de l'étranger et communiqués au Service Technique du Ministère du Commerce, renseignements qui seront publiés et commentés quand cela sera jugé utile. Il est décidé de faire à ce bureau le service régulier de notre Bulletin.

Une lettre de M. Chouillou au sujet des sursis d'appel et de la subvention aux Chambres de Commerce à l'étranger.

Une lettre de la Société de Chimie industrielle; il est décidé de faire le service de notre Bulletin à cette Société.

M. le Consul Général communique à la Chambre une lettre de M. Lamoureux au sujet des produits pouvant être importés de Chine au Canada; une lettre du Président du Comité de la Foire de Paris annonçant la grande réussite de cette foire en 1917 et faisant espérer encore un plus grand succès en 1918. (Cette lettre était accompagné d'un questionnaire détaillé et demandant un représentant au Canada). Une lettre du Ministre des Affaires étrangères communiquant une note du Président du Congrès de l'Industrie du Livre français. Un rapport sera préparé avec les statistiques que possède la Chambre relatives à l'importation du livre et avec les renseignements que pourront nous donner M. de Crèvecoeur, de l'Institut Fraser.

M. Tarut propose, et M. Seurot seconde une motion demandant que la Chambre adresse à Mme R. C. Smith ses condoléances à l'occasion de la mort de M. R. C. Smith, qui s'était toujours tant intéressé à tout ce qui était français.

La séance est levée à 4 heures 35.

Le Canada et la reconstruction des pays envahis

M. Maurice Hodent, vient de publier dans *France-Amérique* l'article suivant, qui sera lu sans doute avec intérêt et avec profit:

Si complets et si précis que soient les renseignements donnés par les soldats canadiens sur la dévastation de nos pays du Nord on ne peut se faire de l'autre côté de l'Océan, qu'une idée insuffisante des ravages commis par les hordes allemandes, des destructions accomplies par le canon et du lamentable état des terres. Tout est à refaire sur ce sol bouleversé et l'administration civile chargée de réorganiser les pays reconquis ne sait où donner la tête. Tout manque à la fois et notre industrie ne pourra suffire à procurer aux habitants le nécessaire en temps utile. Il faudra qu'on le veuille ou non, faire appel à l'étranger. Sera-ce à la Suisse? à la Hollande? On nous enverrait des produits boches et nous forgerions ainsi de nouvelles armes contre nous. Sans doute l'Angleterre et les Etats-Unis nous seront secourables, mais ils ne peuvent point subvenir à tous les besoins. En tous cas il serait avantageux pour nous qu'une autre nation amie vint les concurrencer pour ramener les prix d'achat à des conditions normales. Le Canada peut le faire pourvu qu'il s'y prépare dès maintenant. Il peut fournir des matériaux de construction: ciment, madriers, bois de charpente, portes et fenêtres, planchers, bois pour granges, maisons démontables; des outils de ferme, bêches et pioches, charrues et herses, moissonneuses et semeuses, et même quelques tracteurs; du bétail abattu ou sur pied pour la consommation, des chevaux; des céréales et du foin, et même du blé de semence. L'administration d'Etat a fait l'essai, dans la Nièvre, du blé dur du Manitoba qui a donné comme blé de printemps, un excellent rendement.

Il est certain qu'actuellement le Canada est dans l'impossibilité de fournir quoi que ce soit, qu'il le veuille ou non, parce que tous les moyens de transport manquent. Mais on construit, nous a-t-on dit, dans les chantiers canadiens des bateaux en bois de moyen tonnage. Ils seraient fort bien appropriés pour transporter après la guerre le matériel dont nous parlons. Les frais de transport seraient grands, mais le seraient-ils beaucoup moins si nous faisons venir, comme à présent, des bois de Norvège ou de la Russie?

Ce que nous suggérons, c'est qu'au Canada on veuille bien étudier cette question, qu'on n'attende pas les commandes, qu'on ne se borne pas à envoyer des catalogues et qu'on n'expédie pas non plus des marchandises à l'aventure. C'est toute organisation qui semble nécessaire.

On sait que la loi sur les réparations de dommages de guerre prévoit des ouvertures de crédit et tout un système de paiement pour la reconstruction des pays dévastés, que des syndicats agricoles et des associations locales surveillées par des commissions de contrôle seront chargées de ces

vendeurs canadiens. Les associations agricoles de l'Oise, de la Somme, du Pas-de-Calais, de l'Aisne ont déjà préparé et publié les rapports sur les besoins urgents des campagnes dévastées. Elles précisent les instruments qui leur sont nécessaires, leurs dimensions, leur puissance. Des magasins généraux sont prévus pour chaque région et le mode de répartition est déterminé. Malgré les répugnances des paysans français toujours individualistes, les associations s'efforcent à constituer dans les villages des coopératives pour exécuter des gros travaux en commun. Sans doute il n'y a là chez nous qu'une organisation embryonnaire, mais nous sommes persuadés que sous la pression du besoin on arrivera assez vite à terminer un système rationnel.

Les chambres de commerce canadiennes devraient donc constituer une commission qui étudierait les conditions d'une participation canadienne à la reconstruction de nos campagnes, établirait les prix de revient calculés en francs, marchandises vendues aux magasins généraux dont nous parlons, transporterait en mesures françaises les dimensions des bois et des instruments agricoles, exprimerait les modes les plus pratiques de paiement et s'aboucherait, si besoin était, avec les associations agricoles de chez nous.

Si cette coopération est réalisable — et nous croyons fermement qu'elle l'est, à cause de la hausse des matières premières — nous estimons que tout le ravitaillement d'un magasin devrait être acheminé par un seul bateau, qui amènerait ce matériel au port le plus proche et l'expédierait si possible par la voie des canaux. Pour cela, les commandes devraient être centralisées à Montréal et l'expédition préparée par la commission responsable et non par chaque commerçant intéressé.

Ainsi peu à peu, au fur et à mesure que la vie renaîtrait dans les villages, tous les matériaux nécessaires se trouveraient réunis et les paysans n'auraient qu'à effectuer leurs achats à l'aide des mandats prévus par la loi sur les réparations et qui seront distribués par les préfetures.

Dans le cas présent comme dans beaucoup d'autres, il s'agit donc de prévoir et de préparer l'organisation utile. Nous sommes convaincus que les Chambres de commerce canadiennes trouveraient actuellement un concours empressé dans quelques-uns des chefs canadiens du front, qui pourraient s'entendre avec les présidents des Associations agricoles françaises et fournir un rapport sommaire et des chiffres approximatifs qui permettraient de voir si nos suggestions sont réalisables. Le travail définitif serait entrepris ensuite.

Un tel concours ne serait pas seulement très efficace; il serait encore la meilleure des introductions pour les commerçants canadiens sur le marché français, et nous sommes convaincus que les relations commerciales ainsi établies se poursuivraient aisément par la suite. Les débuts seuls seraient hérissés de difficultés que nous ne nous dissimulons pas. Il y faut donc de la méthode et de la volonté. Nos amis des Etats-Unis se flattent de nous donner en ce sens quelques leçons utiles et, loin d'en être froissée, nous

demandons seulement que les Canadiens soient avec eux pour cette oeuvre de paix, puisqu'ils étaient chez nous avant eux pour l'oeuvre de la guerre.

Cinquante ans d'exportation canadienne

	1868	1917
Grand total	\$2,100,000	\$477,399,000
Pour la Grande-Bretagne	1,107,000	339,013,000
Etats-Unis	682,851	91,990,000
Autres pays	310,152	46,395,000
Rapport des articles manufacturés au total des exportations	3.93	41.45

Sommaire des principaux articles de production canadienne exportés en 1868, 1914 et 1917.

	1868	1914	1917
Instruments d'agriculture \$	21,952	\$ 7,219,520	\$ 3,576,124
Voitures, automobiles, Cycles	21,952	4,014,573	14,397,347
Vêtements	21,952	446,524	6,356,750
Cotonnades	3,000	107,227	481,116
Produits chimiques, teintures, etc.	205,600	1,719,132	9,219,415
Caoutchouc et produits de Fer, acier et manufactures de	9,270	686,231	2,666,506
Cuir et manufactures de Métaux et minéraux:	466,420	11,374,981	48,765,289
Aluminium en lingots	112,094	3,213,941	7,408,791
Asbestos	394,220	1,883,074	5,830,056
Cuivre	394,220	3,156,710	4,455,610
Nickel	394,220	9,489,729	22,744,825
Instruments de musique	394,220	5,374,738	8,925,554
Gazoline	5,529	282,707	232,936
Peintures et vernis	5,529	9,545	15,149,928
Papiers de toutes sortes	5,529	133,356	987,430
Meubles	5,529	12,685,896	26,123,015
Pulpe de bois	5,529	411,074	344,418
Lainages	28,875	6,364,824	6,448,189
Homards en conserve	28,875	81,555	725,148
Saumon en conserve	28,875	2,983,987	3,639,332
Fromage	45,765	6,631,437	6,288,257
Lard et jambon	549,572	18,868,785	36,721,136
Viandes en conserve	783,481	4,033,106	43,778,034
Légumes en conserve	783,481	94,961	1,717,758
Fruits en conserve	783,481	17,665	5,597,053
Farine de blé	783,481	374,719	430,970
Gruau d'avoine	1,948,696	20,581,079	17,473,474
Céréales (nourriture)	1,948,696	448,589	535,318
Cartouches, explosifs	1,948,696	2,166,330	1,545,460
Appareils électriques	1,948,696	241,665	281,120,270
Engrais chimiques	1,948,696	105,816	1,357,824
	1,948,696	2,539,789	3,371,584

Exportations de marchandises manufacturées de 1868 à 1908 et de cette dernière année à 1917.

	Grande-Bretagne	Etats-Unis	Autres pays	Totaux
1868 \$	1,107,408	\$ 682,851	\$ 310,152	\$ 2,100,411
1873	1,428,748	1,541,689	639,457	3,109,903
1878	2,224,373	983,027	920,335	4,127,755
1883	1,211,189	1,603,274	688,757	3,503,220

1888	1,762,894	1,632,025	766,363	4,161,282
1893	2,454,009	3,563,827	1,676,123	7,693,959
1898	4,900,806	2,829,510	2,948,000	10,678,316
1903	6,728,298	8,236,129	5,660,540	20,624,967
1908	7,472,357	12,427,258	8,607,509	28,507,124
1909	8,024,308	11,828,241	9,104,501	28,957,050
1910	6,610,756	15,350,280	9,533,880	31,494,916
1911	6,973,820	16,524,005	11,785,293	35,283,284
1912	6,852,710	16,312,751	12,670,823	35,836,284
1913	7,158,746	21,321,458	15,212,504	45,692,708
1914	8,583,540	30,391,764	18,468,148	57,443,425
1915	24,848,359	42,104,753	18,526,389	85,539,501
1916	148,477,303	58,202,141	35,355,554	242,034,998
1917	339,013,448	91,990,586	46,395,642	477,399,678

L'industrie canadienne du jouet

De nouvelles compagnies ont organisé des manufactures de jouets au Canada tandis que d'autres compagnies s'occupant déjà de diverses fabrications ont aussi adopté cet article. Bien qu'il n'y ait pas longtemps que cette industrie ait été créée, elle a déjà pris dans le cours de ces deux ou trois dernières années, un développement qui va s'accroissant tous les jours.

Le commerce du meuble de bois se rend compte maintenant de l'avenir de cette industrie et dans plusieurs régions du Canada, des fabricants de mobilier, commencent

à s'y intéresser tout particulièrement.

Déjà un grand nombre de ceux-ci fabriquent des jouets sur une vaste échelle tant la demande devient importante. Quelques-unes des premières manufactures de meubles fabriquent aussi l'ameublement pour enfants: pupitres et chaises, chaises Morris, assortiments de Kindergarden, couches, dressoirs, fauteuils, chaises, berçaux, chiffonnier, fournitures de cuisines et d'autres sortes d'objets. Les articles sont finis en émail blanc, en surface de chêne suivant le désir des clients. Ce ne sont pas des jouets et des meubles fragiles comme ceux qui étaient importés avant la guerre; ils sont construits solidement, ayant pour but l'utilité et la durée. Les commodes, les chiffonniers sont munis de tiroirs à poignée, de miroirs etc. Les buffets de cuisine ont des portes vitrées. Tous ces objets sont ornements soigneusement et sont simplement la réduction des meubles ordinaires. Ils peuvent être utilisés par des enfants de douze ou quatorze ans.

La chaise Morris est faite d'un petit siège tapissé et d'un dossier capables de supporter le poids d'une grande personne. Les lits sont de cuivre, de fer et de bois d'après le modèle des grands lits.

Avant la guerre, ces articles étaient fabriqués en Allemagne et c'est pour cette raison que les manufacturiers canadiens méritent toute l'aide qu'on peut leur accorder. Cette fabrication canadienne est supérieure à la fabrication étrangère autrefois importée au point de vue de la qualité et de la façon. Les marchands y trouvent de bons bénéfices.

L'industrie du bois au Canada

L'industrie forestière a, dans la vie économique canadienne, une importance considérable et susceptible d'un développement presque illimité. Elle a subi, du fait de la guerre, des fluctuations notables. Les fabrications de munitions ont nécessité, il est vrai, une grande production de boîtes de bois; mais ce stimulant momentané est loin de compenser les causes qui tendent à restreindre cette industrie: chômage de la construction, rareté de la main-d'oeuvre, pénurie du tonnage, réglementations britanniques en vertu desquelles on ne peut exporter de bois que ce qu'en peuvent tenir les ponts de cargoes déjà surchargés d'une cargaison générale.

Mais dès la signature de la paix, l'industrie forestière recevra une forte impulsion du fait de l'abondance relative de la main-d'oeuvre, de la reprise de l'industrie du bâtiment au pays, des immenses besoins de la reconstruction européenne, — pourvu que les exportateurs canadiens puissent obtenir du tonnage à des prix accessibles et concurrencer victorieusement les pays scandinaves sur les marchés de l'Europe continentale.

Voici, d'après la *Canadian Bank of Commerce*, le volume (en milliers de pieds mesure de planche), la valeur totale et la valeur moyenne du millier de pieds de la production forestière dans les neuf provinces canadiennes en 1915 et en 1916:

	Volume	1915		Volume	1916	
		Valeur	Valeur moyenne		Valeur	Valeur moyenne
Ontario	1,035,341	\$19,663,950	\$18.99	894,050	\$17,845,238	\$19.96
Colombie britannique	669,816	8,414,227	12.56	875,937	12,928,830	14.76
Québec	1,078,787	17,784,415	16.49	818,523	13,726,630	16.72
Nouveau-Brunswick	633,518	9,902,202	15.63	513,655	8,382,849	16.32
Nouvelle-Ecosse	294,475	4,366,165	14.83	220,718	3,054,737	13.84
Saskatchewan	62,864	880,353	14.00	84,275	1,191,648	14.14
Manitoba	24,357	549,436	12.97	57,711	850,660	14.74
Alberta	17,975	244,487	13.60	18,350	262,405	14.30
Ile du Prince Edouard	7,643	114,577	15.19	7,331	118,175	16.12
	3,842,676	\$61,919,812	\$16.11	3,490,550	\$58,361,172	\$16.74

Prohibition et tempérance

La prohibition a fait de vastes progrès au Canada depuis quinze ans, de même que la tempérance introduite dans la pratique par la persuasion et par un rigoureux contrôle du commerce des alcools. On n'éprouve donc aucune surprise à constater que les statistiques officielles indiquent une diminution persistante de la consommation de boissons fermentées.

Le dernier rapport officiel du ministre du Revenu de l'Intérieur contient à ce sujet une comparaison intéressante de la consommation moyenne, per capita, d'alcool, de bière et de vins, chaque année, depuis presque un demi-siècle. Ce tableau devrait indiquer approximativement les résultats des efforts tentés pour combattre le fléau de l'intempérance.

En 1870, la consommation de boissons fermentées, répartie per capita, s'établissait à 1,434 gallons, et elle atteignait en 1874 presque 2 gallons — exactement 1,994. Il semble que cette année 1874 ait été celle des libations sans contrainte. La consommation d'alcool y a atteint son maximum. Jusqu'en 1886, elle a fluctué ensuite autour d'un gallon per capita, et à partir de cette date elle est tombée sensiblement au-dessous d'un gallon. En 1898, elle était réduite à un demi-gallon — le plus bas chiffre touché en cinquante ans. Après 1898, la consommation per capita augmente graduellement et dépasse de nouveau un gallon en 1912. Elle décline de nouveau depuis 1913, comme suit :

1913	1,112
1914	1,061
1915	.872
1916	.745
1917	.698

La tempérance est de nouveau en progrès. Dans quelle mesure ce résultat doit-il être attribué aux succès remportés par les prohibitionnistes et dans quelle mesure, à la propagande faite en faveur de la tempérance librement pratiquée, nous ne saurions dire.

Quant à la bière, la consommation en a constamment augmenté depuis cinquante ans, jusqu'à ces dernières années. Elle était de 2.29 gallons per capita en 1869; elle a, par une progression régulière et continue, monté à 7.2 gallons en 1914. Depuis cette date, elle est en diminution, les chiffres officiels la représentant comme suit :

1914	7,200 gallons
1915	6,071 "
1916	4,950 "
1917	4,188 "

La consommation du vin a toujours été presque nulle au Canada; elle est tout de même en décroissance. Elle était d'un-dixième de gallon en 1869, et atteignait presque trois-dixièmes de gallon en 1874. Entre ces deux extrêmes elle a varié jusqu'au commencement de la guerre,

et, depuis 1914, elle est portée comme suit dans la statistique :

1914	0.124 gallon
1915	.095 "
1916	.062 "
1917	.061 "

Il y a cinquante ans, la consommation de tabac, au pays, était évaluée à 1,755 livres per capita. Elle a graduellement augmenté jusqu'à trois livres en 1908, et en 1914, elle était de 3,711 livres.

L'année dernière, en se privant parce que la vie est chère, on a encore fumé, au Canada, en moyenne, per capita, 3.33 livres de tabac.

Revue financière

La Banque de Montréal vient de rendre public son rapport annuel. L'actif total dépasse 400 millions de dollars et les dépôts d'épargnes s'élèvent à plus de 246 millions. C'est là le tableau donné pour l'année finissant le 31 octobre.

Le dernier rapport n'est qu'une nouvelle preuve de la solidité de ses services actifs et précieux rendus depuis une centaine d'années par cette institution financière. Ce nouveau record des revenus entiers en est un pour le monde financier canadien comme pour l'institution montréalaise elle-même.

Il n'y a que deux ans que l'accroissement de l'actif de la banque à une somme dépassant 300 millions était considéré alors comme un événement d'un intérêt quelconque. Les profits pour les actionnaires ont aussi augmenté vu le volume croissant des affaires. Ils représentent 15.5 pour cent du capital payé. Déduction faite des dividendes ordinaires et des boni formant un total de \$1,920,000, on a aussi fait une déduction de \$160,000 pour la taxe de guerre sur les billets en circulation, \$47,500 pour les souscriptions versées au fonds patriotique, le tout formant un total de \$73,500. On a aussi réservé \$100,000 pour défrayer le coût des travaux à faire aux édifices de la banque. Cela a fait ajouter \$250,469 au compte des profits et pertes, augmentant de \$1,664,898 le montant de crédit de ce compte. Avant la guerre, les dépôts d'épargne s'élevaient à 144 millions et aujourd'hui, ils sont de 246, une augmentation de 70 pour cent. Cette augmentation a eu lieu à une époque où nombre de déposants ont retiré de fortes sommes pour souscrire à l'emprunt de guerre. De ce gain, on enregistre 36 millions pour l'année qui vient de finir. La banque a contribué par ses prêts à aider généreusement des entreprises impériales et nationales. La circulation des billets s'élève à plus de 29 millions, soit 7½ millions de plus que l'an dernier. Cela démontre l'activité du commerce. Les clients de la banque ont fait honneur à leur signature et ils sont en mesure de se soutenir par leurs propres ressources.

Voici le tableau des opérations de l'année avec celui de 1916:

	1917	1916
Actif total	\$403,980,236	\$365,215,541
Actif liquide	276,298,397	246,982,680
Total des dépôts	317,156,427	299,206,649
Monnaie or et argent	20,592,891	21,040,803
Circulation	29,308,086	21,779,134
Billets du Dominion	30,760,233	20,273,216
Dépôts à la Réserve Centrale Or	14,500,000	7,500,000
Prêts à demande	100,610,214	113,002,097
Valeurs des gouvernements fédéral et provincial	228,573,322	419,736
Valeurs des municipalités canadiennes, britanniques et étrangères	33,455,254	21,796,159
Prêts courants	97,607,404	93,729,065
Prêts aux villes et aux municipalités	11,415,383	11,255,571
Prêts courants et acomptes	10,045,811	6,478,263
Profits nets	2,477,961	2,200,471
Balance à reporter	1,664,893	1,414,423

L'épargne que l'on prêche plus que jamais au pays semble faire du chemin puisque les dépôts portant intérêt ont augmenté de trente-six millions au cours de l'an qui vient de l'écouler, soit une moyenne de trois millions par mois.

Le rapport annuel de cette année sera plus intéressant que les autres parce que la banque vient de célébrer son centenaire. Tous les principaux comptes sont plus forts que jamais. Pour la première fois depuis sa création, l'actif de la banque dépasse les quatre cents millions, une augmentation de \$38,500,000 sur l'an dernier. Il suffit de regarder quelques années en arrière pour constater l'immense progrès accompli; en 1910, l'actif était de \$234,438,000 et en 1901 il n'atteignait pas encore le cent millions. La banque maintient son équilibre en portant un actif liquide de \$276,298,397, soit 75,53 pour cent de son débit au public, alors que le numéraire en mains dépasse cinquante millions, soit 14.04 pour cent du passif.

Les souscriptions, le 26 novembre, ont atteint le total de 200 millions. Le résultat est extrêmement encourageant, et il n'est pas douteux que les 300 millions, ou le double du minimum désiré par le gouvernement, seront obtenus d'ici à la fin de la semaine.

Si ce résultat est atteint, le peuple canadien aura donné de sa détermination à poursuivre la guerre jusqu'à sa conclusion victorieuse, une preuve aussi éclatante que, récemment, les Etats-Unis, par l'empressement qu'ils ont mis à souscrire à l'emprunt de la Liberté. Cet emprunt devait procurer au moins 3 milliards pour l'organisation de la guerre; les souscriptions se sont élevées presque à 5 milliards. Toutes proportions gardées, le Canada fera aussi bien, et peut-être mieux, s'il verse 300 millions à l'emprunt de la Victoire.

Dès maintenant, en tout cas, les ressources nécessaires pour assurer la continuité de l'effort militaire sont assurées. Le surplus servira à procurer un crédit à l'Angleterre et aux autres pays de l'Entente afin qu'ils continuent d'acheter au Canada des munitions et du matériel de guerre. Une large part de l'emprunt de la Victoire va ainsi profiter au Dominion en ce qu'elle sera employée à entretenir l'activité des industries, à procurer un travail bien rémunéré aux ouvriers, à des sacrifices imposés pour la défense de la justice et du droit.

En s'appliquant à parfaire le montant de 300 millions que le ministre des finances désire obtenir de cet emprunt, le peuple travaillera donc clairement pour lui-même autant que pour la défense du pays et de l'empire.

Comme un journal de Toronto annonce que le gouvernement anglais a fait des arrangements avec les Etats-Unis pour financer l'achat de l'excédent de blé, tout le crédit qui pourra être offert au gouvernement britannique, à même le produit du présent emprunt, sera appliqué à des commandes de guerre.

La richesse du Canada

A l'occasion de la campagne de l'Emprunt de la Victoire, la McLean Daily Reports Limited a eu l'heureuse idée, pour démontrer la sécurité de ce placement, d'établir sur de petites fiches un résumé de la richesse de chaque province et nous y relevons les renseignements sommaires suivants:

Province du Québec—

Superficie	703,653 milles carrés
Aeres de terre	455,078,602
Aeres d'eau	7,295,158
Bétail, approximativement	2,433,182 têtes
Pouvoirs d'eau (Forcés hydrauliques estimées)	6,000,000 H.P.

Industrie laitière, plus de 200,000 fabriques de beurre et de fromage.

Province de l'Ontario:—

Superficie (approximativement en aeres)	\$126,000,000
Produits laitiers (1915)	18,863,000
Produits minéraux	59,400,000
Chemins de fer	11,000 milles en opération
Agriculture (production approximative annuelle)	200,000,000
Bétail	100,000,000

Nouvelle-Ecosse:—

Pêcheries	\$ 8,650,000
Fermes	33,886,960
Fer et acier	18,000,000
Charbon	21,595,000

Nouveau-Brunswick:—

Charbon (estimation 1916)	151,000,000 tonnes métriques.
Pêcheries, employant	20,000 personnes
Bétail	432,293 têtes
Bois de charpente, production approxi- mative,	\$10,000,000 annuellement

Manitoba:—

Bétail	899,129 têtes
Production manufacturière	\$94,000,000
Produits laitiers (valeur estimée 1916)	9,812,000

Cà et là

Prix moyens payés par les principales denrées alimentaires, suivant un bulletin publié par Lord Rhonda, contrôleur des vivres de la Grande-Bretagne. Voici cette statistique:

	Canada	Angleterre	P.C.	Différence
Lait	10 1-3c	14c	35	1-2
Oeufs	51c	85c	66	2-3
Bacon	42c	57c	36	
Bifteck	28 1-3c	52 1-2c	85	
Farine d'avoine	6 1-2c	10c	54	

	Canada	Etats-U.	P.C.	Différence
Pommes de terre	\$1.74	\$2.71	56	
Pain . . . . .	.07	.11	47	
Bacon . . . . .	.43	.48	12	
Boeuf . . . . .	.29	.30	5	
Beurre . . . . .	.50	.51	2	
Avoine roulée . . . . .	.07	.09	28	
Riz . . . . .	.09	.11	21	
Poisson . . . . .	.18	.23	27	
Fromage . . . . .	.30	.35	16	
Lait . . . . .	.11	.12	9	

Dans quatre cas seulement les prix américains sont moins élevés qu'au Canada, savoir:

	Canada	Etats-Unis
Saindoux	32c	31c
Sucre	11c	10c
Oeufs	54c	49c
Café	40c	31c

M. Hanna, contrôleur des vivres, a déclaré:

"D'ici à la prochaine récolte il sera nécessaire de livrer de l'autre côté de l'Atlantique 450,000,000 à 500,000,000 de boisseaux de blé. La quantité actuelle de blé aux Etats-Unis n'est que de 500,000,000 de boisseaux et ce

n'est guère que 100,000,000 de boisseaux de plus qu'il en faut pour la consommation américaine jusqu'à la prochaine moisson. M. Hoover, contrôleur des vivres aux Etats-Unis, a entrepris d'épargner 100,000,000 de boisseaux sur la consommation normale. Cela signifie une économie de 1-5 de la quantité habituellement consommée par chaque homme, chaque femme et chaque enfant.

"Au Canada, nous avons aujourd'hui de 100,000,000 à 110,000,000 de boisseaux de blé à exporter. Si les Etats-Unis peuvent sauver 20 pour cent et si nous-mêmes nous pouvons en économiser 20 autres pour cent, l'on pourra exporter environ 220,000,000 de boisseaux pour nos armées et les alliés.

"Il importe que l'on envoie 220,000,000 de boisseaux de blé de l'autre côté de l'Atlantique d'ici à quatre ou cinq mois. Il n'est pas probable que l'Argentine puisse en exporter avant que ne soient prêts les nouveaux navires que font construire en ce moment les Etats-Unis. C'est pourquoi le peuple canadien et le peuple américain sont priés de céder aux alliés un cinquième de leur approvisionnement normal de blé et de farine."

En lançant l'emprunt auquel le peuple canadien vient de souscrire, le gouvernement avait en vue de se procurer au moins 150 millions de dollars pour continuer notre participation à la guerre, et il ambitionait d'obtenir 300 millions, afin d'avoir des ressources disponibles pour financer les commandes de matériel de guerre des Alliés.

On ne connaît exactement que dans quelques jours le chiffre total des souscriptions. Mais dès maintenant le ministre des Finances annonce qu'elles dépasseront 400 millions, et que le nombre de souscripteurs atteindra 500,000.

Toutes proportions gardées, le succès qu'a obtenu l'emprunt de la Victoire peut se comparer avantageusement à celui de l'emprunt de la Liberté, récemment négocié par le gouvernement de Washington. Aux Etats-Unis, on se proposait de prélever 3,000 millions, et le total des souscriptions s'est élevé à 4,800 millions. En proportion de la population, les souscriptions américaines équivalaient donc à une souscription moyenne de \$48 per capita, tandis que les souscriptions canadiennes atteignent à \$50 per capita. L'emprunt américain s'est toutefois plus généralement distribué dans le peuple, le nombre de souscripteurs ayant été de près de dix millions, soit 10 pour cent de la population. Ce résultat a toutefois été dépassé dans le dernier emprunt de guerre du Royaume-Uni, qui n'a pas réuni moins de sept millions de souscripteurs, soit environ 15 pour cent de la population des Iles Britanniques.

Ces 400 millions, que les Canadiens prêtent au gouvernement, représentent en majeure partie des profits de guerre. Industrie, commerce, agriculture, les trois vas-

tes domaines où s'exerce l'activité de la nation, ont depuis trois ans retirés d'énormes bénéfices de la guerre. Les Canadiens en avaient placé une part dans les précédents emprunts de guerre. La somme considérablement accrue de leurs présentes disponibilités indique simplement que les profits vont toujours grossissants, ainsi que l'indiquait le volume augmenté du commerce d'exportation, le développement accéléré de l'industrie et le rendement exceptionnel de notre production agricole.

On a eu raison de représenter au peuple que cet emprunt lui fournissait l'occasion du meilleur placement qu'il était possible de concevoir. En effet, outre que les quatre cents millions rapporteront aux porteurs d'obligations de gros intérêts, la presque totalité en sera dépensée dans le pays et servira à stimuler encore le commerce, l'industrie et l'agriculture, et ce sont de nouvelles sources de profits assurées pour plusieurs mois à venir, peut-être pour une année entière.

Tout cela prouve que, au point de vue matériel, au point de vue financier, le Canada n'a pas à regretter sa participation à la guerre.

La crise du sucre qui devient de plus en plus aiguë aux Etats-Unis, aura sa répercussion au Canada et amènera probablement une forte réduction de la quantité de sucre brut alloué aux raffineries canadiennes; telle est l'opinion émise par des experts au marché local du sucre.

Nombre de maisons de commerce ont dû avertir leur clientèle qu'on ne pourrait plus d'ici quelque temps leur vendre du sucre.

D'après James-H. Post, président de la commission des raffineries américaines, la situation est très grave, et il est probable que cette extrême rareté va se maintenir jusque vers le 1er décembre. On ne peut s'attendre à un changement avant que la moisson cubaine soit disponible. D'ici là il faudra que le public se prive de sucre le plus possible.

La distribution du sucre brut est contrôlée par une commission, qui alloue telle ou telle quantité aux diverses raffineries, tant aux Etats-Unis qu'au Canada. Ce dernier pays n'est pas encore représenté dans la commission en question, mais il le sera dès que les raffineries canadiennes se seront entendues sur le choix de représentants.

L'expertise du ministère du Revenu de l'Intérieur a révélé le fait que le poivre noir, universellement en usage dans le pays, est de mauvaise qualité. C'est une des épices que l'on peut frelater le plus aisément. Au poivre l'on ajoute des noix d'olives et de coco moulues ou toute autre matière poussiéreuse de même espèce.

On attribue cette manie de falsifier le poivre aux exigences de certains marchands qui demandent un produit à bon marché. Le consommateur paie moins cher, il est vrai, mais il ne retire aucun bénéfice de sa transaction.

puisque le produit qu'il achète n'a presque pas de valeur comme épice.

Sur 345 échantillons analysés, 87 étaient adulterés.

L'annonce de l'arrêt des commandes de source anglaise pour les usines canadiennes, avait eu, sans nul doute, un effet démoralisant sur la situation commerciale du pays; mais voilà que ce malaise se dissipe puisque les Etats-Unis semblent vouloir donner de l'ouvrage aux usines que l'abstention de l'Angleterre a laissées inactives. Le Financial Post a annoncé en effet que des arrangements avaient été faits avec les principaux manufacturiers canadiens et l'Imperial Munitions Board pour la manufacture de 50,000,000 d'obus. On peut donc dire que pendant un certain temps le Canada profitera de conditions d'affaires favorables. En commandant des obus au Canada, le gouvernement des Etats-Unis se propose tout simplement de gagner du temps. L'Oncle Sam ne peut produire assez rapidement autant de munitions qu'il en pourra user; il cherche donc à utiliser la capacité de production du Canada pour activer ses livraisons. Ce fut ce même motif qui lui fit placer précipitamment au Canada des commandes de sous-vêtements et d'autres articles en tricot.

La signification à dégager de ces commandes des Etats-Unis, c'est que l'on peut s'attendre à une grosse activité manufacturière au cours de l'hiver. Les commandes américaines font remonter le Canada à la position avantageuse qu'il occupait il y a un an, comme gros fournisseurs des Alliés. En conséquence, les salaires continueront à être élevés et le pouvoir d'achat sera plus grand que jamais. Cela veut dire beaucoup pour le commerce de détail.

Sir Edward Morris, premier ministre de Terre-Neuve est à présent, en Angleterre, pour essayer d'obtenir le tonnage suffisant pour approvisionner l'Europe de poisson fumé et gelé. Ces approvisionnements de Terre-Neuve pourraient être placés sur les marchés d'Europe au tiers des prix actuels des marchés européens, pour le poisson gelé.

DEMOISELLES et MESSIEURS JOUR et SOIR

EASTERN

Business College

182 St. Denis TEL. 12992

Cours Strictement Individuels
Commerce, Sténographie,
Télégraphie, Brevets, Etc.

Spécialité:
Conversation Anglaise.

Informations tous les jours de
9 à 12 a.m., 2 à 5 et 7 à 9 hrs p.m.

L. E. Godin, B.S., Principal.

Statistiques agricoles dans Québec

Le Bureau provincial des Statistiques a communiqué les statistiques suivantes, établies d'après une évaluation faite le 31 octobre dernier.

Comme on le voit, le bulletin ne fournit des renseignements que sur les racines et les plantes frangères.

Les chiffres donnés dans ce communiqué permettent de comparer les années 1916 et 1917, quant aux items suivants: les superficies ensemencées ou culture, le rendement par acre, le rendement total, la qualité pour cent, les prix moyens et la valeur totale.

Pommes de terre:—En 1917: Superficie ensemencée, en acres, 226,917; rendement moyen à l'acre, 80.02 boisseaux, rendement total: 18,158,000 boisseaux; qualité pour cent, 65; prix moyen de vente, par boisseau, \$1.38; valeur totale, \$25,058,000.

En 1916: Superficie ensemencée, en acres, 112,000; rendement moyen, à l'acre, 131,000 boisseaux; rendement total, 14,672,000 boisseaux; qualité pour cent, 76; prix moyen de vente, par boisseau, 0.97, valeur totale, \$14,232,000.

Navets, etc.: Ce titre comprend les navets, les choux de Siam, les betteraves et les autres plantes racines, bien que les navets et les choux de Siam dominent par leur quantité.

En 1917: Superficie ensemencée, en acres, 70,192; rendement moyen, à l'acre, 224.51 boisseaux; rendement total, 15,759,000 boisseaux; qualité pour cent, 88; prix moyen par boisseau, 0.59; valeur totale, \$9,298,000.

En 1916: Superficie ensemencée, en acres, 10,000; rendement moyen, à l'acre, 265,000 boisseaux; rendement total, 2,650,000 boisseaux, qualité pour cent 88; prix moyen, par boisseau, 0.48; valeur totale, \$1,272,000.

Foin et trèfle: En 1917: Superficie en prairie, en acres, 2,961,983; rendement moyen, à l'acre, 1.71 tonne; rendement total, 5,065,000 tonnes; qualité pour cent, 85; prix moyen, par tonne, \$9.58; valeur totale, \$48,523,000.

En 1916: Superficie en prairie, en acres, 2,985,000; rendement moyen à l'acre, 1.75 tonne; rendement total, 5,224,000 tonnes, \$11,000; valeur totale, 93; prix moyen par tonne, \$11.00; valeur totale, \$57,464,000.

Luzerne: En 1917: Superficie en culture, en acres, 3,818; rendement moyen, à l'acre, 2.26 tonnes; rendement total, 8,600 tonnes; qualité pour cent, 85; prix moyen, la tonne, \$8.37; valeur totale, \$72,000.

En 1916: Superficie en culture, en acres, 2,600; rendement moyen, à l'acre, 2.65 tonnes; rendement total, 7,000 tonnes; qualité pour cent, 87; prix moyen la tonne, \$9.50, valeur totale, \$67,000.

Commerce extérieur

Les statistiques du commerce extérieur pour le mois d'octobre font voir l'accélération continue du mouvement des importations et des exportations canadiennes. L'accroissement de volume des échanges avec les pays étrangers, presque exclusivement les pays belligérants de l'Entente, prend à la vérité de telles proportions que l'on dirait que cette puissance de production peut être développée à l'infini, en dépit de la pénurie de main-d'oeuvre, manifeste dans toutes les sphères de l'activité nationale et notamment dans l'industrie et l'agriculture.

La même robuste force d'expansion est apparente, que l'on examine le tableau statistique du mois d'octobre, celui des sept premiers mois de l'exercice courant ou celui des douze derniers mois. Comparativement aux périodes correspondantes de 1916 et de 1915, l'augmentation est constante et d' proportions imprévues.

Pendant les douze mois finissant le 31 octobre, le volume global des achats et des ventes à l'étranger s'établit à \$2,503,547,993, à l'exclusion des exportations ou importations d'or et de numéraire. Pour se faire une idée de ce que ce chiffre représente, il suffit de se rendre compte que le commerce des douze derniers mois dépasse la moitié du commerce global des Etats-Unis avant la guerre.

L'accroissement du volume des exportations au cours des trois dernières années, c'est-à-dire depuis le commencement des hostilités en Europe, apparaît comme suit:

Année	Exportations
1915	\$ 550,548,074
1916	1,056,139,320
1917	1,492,276,886

Les exportations canadienne de produits du règne animal ont augmenté de 89 millions en 1915 à 112 millions en 1916 et à 162 millions en 1917.

Nos exportations de denrées agricoles ont augmenté de 158 millions en 1915 à 383 millions en 1916 et à 446 millions en 1917.

Dans les exportations de produits des manufactures, l'augmentation tient du prodige: elles s'élèvent en effet de 130 millions en 1915 à 377 millions en 1916 et à 678 millions en 1917.

Le commerce canadien reste simplement sur ses positions en ce qui concerne les exportations de produits des mines, des pêcheries et des forêts canadiennes, dont le total s'établit environ à 150 millions.

D'autre part, le développement des importations au cours des trois dernières années, a suivi la progression suivante:

Année	Importations
1915	\$ 421,584,597
1916	716,929,813
1917	1,011,271,107

Une part considérable de cette augmentation doit sans doute être attribué à l'expansion industrielle, qui exige nécessairement de plus fortes importations de matière première. D'autre part, la propagande faite au commencement de la guerre pour induire le peuple canadien à pratiquer l'économie a cessé d'exercer son influence, et les importations évitables, les achats à l'étranger de marchandises de luxe, temporairement réduits au minimum en 1915, ont repris en 1916 un nouvel essor qui n'a fait que s'accroître en 1917.

Il est toutefois rassurant de constater que tandis que, depuis un an, les importations ont augmenté de 295 millions de dollars, les exportations ont monté de 417 millions. La résultante des deux mouvements d'expansion est donc encore favorable au Canada.

La banque d'Épargne de la Cité et du district de Montréal

Avis est par le présent donné qu'un dividende de deux dollars et vingt cents par action a été déclaré sur le capital appelé et versé de cette banque et sera payable à son bureau principal à Montréal, le et après mercredi, le deux janvier, aux actionnaires enregistrés le 15 décembre prochain à une heure p.m.

Par ordre du Conseil de Direction,

A. P. LESPERANCE,

Gérant.

Montréal, le 26 novembre 1917.

Tél. St-Louis 836

Daniel Kochenburger

& FRERE

PLOMBIERS-COUVREURS



2739, St-Hubert

Montréal

Musée Commercial et Industriel DE MONTRÉAL

Annexé à l'École des Hautes Etudes Commerciales de Montréal

Commerçants et Industriels de France, si vous désirez faire connaître vos produits au Canada, exposez-les au Musée Commercial et Industriel de Montréal.

Locaux spacieux — Exposition des échantillons et service de renseignements commerciaux absolument gratuits.

S'ADRESSER À LA DIRECTION

399 Avenue Viger, Montréal

CANADA

MONTREAL TRAMWAYS CO.

Horaire du service suburbain 1916-17

LACHINE

Du Bureau de Poste.	10 min. Service de	5.40 a.m. à 8.00 a.m.
	20 min. Service de	8.00 a.m. à 4.00 p.m.
	10 min. Service de	4.00 p.m. à 7.10 p.m.
	20 min. Service de	7.10 p.m. à 12.00 minuit
De Lachine.	20 min. Service de	5.30 a.m. à 5.50 a.m.
	10 min. Service de	5.50 a.m. à 9.00 a.m.
	20 min. Service de	9.00 a.m. à 4.00 p.m.
	10 min. Service de	4.00 p.m. à 8.00 p.m.
	20 min. Service de	8.00 p.m. à 12.10 a.m.
	Dernier char extra à		12.50 a.m.

SAULT AU RECOLLET ET ST-VINCENT DE PAUL.

De la rue St-Denis à St-Vincent de Paul,	15 min. Service de	5.15 a.m. à 8.00 a.m.
	20 min. Service de	8.00 a.m. à 4.00 p.m.
	15 min. Service de	4.00 p.m. à 7.00 p.m.
	20 min. Service de	7.00 p.m. à 8.00 p.m.
Char pour Henderson seulement.	12.00 a.m.	
	Char pour St-Vincent de Paul 12.40 a.m.	
De St-Vincent de Paul à la rue St-Denis.	15 min. Service de	5.45 a.m. à 8.30 a.m.
	20 min. Service de	8.30 a.m. à 4.30 p.m.
	15 min. Service de	4.30 p.m. à 7.30 p.m.
	20 min. Service de	7.30 p.m. à 8.30 p.m.
	30 min. Service de	8.30 p.m. à 12.00 minuit.
Char de Henderson à la rue St-Denis		12.20 a.m.

CARTIERVILLE.

De Snowdon Jet.	20 min. Service de	5.20 a.m. à 8.40 p.m.
	40 min. Service de	8.40 p.m. à 12.00 minuit
De Cartierville	20 min. Service de	5.40 a.m. à 9.00 p.m.
	40 min. Service de	9.00 p.m. à 12.20 a.m.

DE LA MONTAGNE

De l'Ave du Parc et Mont-Royal	20 min. Service de	5.40 a.m. à 12.20 a.m.
	20 min. Service de	5.50 a.m. à 12.30 a.m.
	De l'Ave Victoria à Snowdon	10 min. Service de	5.50 a.m. à 8.30 p.m.

BOUT DE L'ILE

De Lasalle et N.-Dame	60 min. Service de	5.00 a.m. à 12.00 minuit
-----------------------	--------------------	--------------------------

TETRAULTVILLE

De Lasalle et N.-Dame	15 min. Service de	5.00 a.m. à 9.00 a.m.
	30 min. Service de	9.00 a.m. à 3.30 p.m.
	15 min. Service de	3.30 p.m. à 7.00 p.m.
	30 min. Service de	7.00 p.m. à 12.00 minuit

POINTE AUX TREMBLES

De Notre-Dame et 1ère Avenue, Maisonneuve	15 min. Service de	5.15 a.m. à 8.50 p.m.
	20 min. Service de	8.50 p.m. à 12.30 a.m.
	Dernier char extra pour le Boulevard St-Bernard à		1.30 a.m.